

CONSEIL MONDIAL DE LA DIASPORA PANAFRICAINNE, 6^{ème} région d'Afrique
SOCIETE SAVANTE des ENCYCLOPEDISTES AFRICAINS

Le 04 octobre 2011.

A Monsieur Ibrahima MAIGA,

Directeur de publication du bimensuel burkinabé « SAHEL INFO »

Bonjour Ibrahima,

Ma fille Corinne m'a amplement informé de ta situation dont j'ai pris copie des différentes correspondances que tu lui as faites parvenir. Et en plus, de ce que je t'ai dit directement au téléphone de chez elle, je te demande de prendre du recul dans cette affaire qui t'oppose gravement à l'Etat burkinabé qui abrite le siège de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme, et dont le premier président est notre frère et ami Maître Halidou Ouédraogo qui est lui-même avocat au barreau, ancien magistrat à la Cour d'appel. Donc, je te conseille de prendre diversement contact avec mon frère et ami Maître Halidou, de ma part, pour que son cabinet diligente ton affaire auprès de tous ses collaborateurs.

Mon cher Monsieur Ibrahima, ton affaire t'oppose à l'Etat burkinabé, titulaire du droit régalien (souveraineté de l'état) ; c'est pourquoi tu dois prendre beaucoup de précautions envers et avec cet Etat qui tolère les associations des droits de l'homme qui fourmillent sur son sol (et nous en savons quelque chose), et ne peut accepter que des journalistes écrivent dans des journaux tout ce qui s'oppose à son orientation politique. Est-ce que tu connais Petit Barry, le journaliste célèbre, mon ancien étudiant de l'Ecole polytechnique de Guinée?

En effet, Ouagadougou est le lieu célèbre de camping pour tous les artisans panafricains qui viennent de tous les coins d'Afrique, notamment du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie, du Togo, entres autres, dont nous n'en savons que trop, étant donné que j'ai même ma résidence habituelle à l'hôtel de l'Indépendance où se trouvent, jusqu'à présent, certains de mes objets d'art que j'ai achetés en face et qui y sont toujours entreposés.

La réalité de la politique burkinabé dont les fondateurs sont depuis Yaméogo, c'est-à-dire le premier Président jusqu'à Compaoré, en passant par Sankara, héros de la révolution burkinabé, lâchement assassiné par les forces du néocolonialisme sanguinaire centrifuges. Et pour l'histoire, si tu en as la possibilité, tu peux t'informer auprès des autorités et des mouvements des droits de l'homme de la conférence télévisée entre le président François Mitterrand et le président Sankara (l'Histoire, c'est la science des traces). La jeunesse doit en être consciente pour mieux se former, s'imprégner, mûrir pour résister aux vicissitudes et aux aléas de la vie.

Pour finir, pour trouver une bonne réponse à tous conflits, je te conseille de toujours suivre la pensée Kapetiste mise en quintologie interrogative : Qui, Quoi, Comment, Où, Quand ? (« La trilogie » <http://africa.smol.org/files/trilogie.pdf>).

Aussi, à la lecture de ta lettre, tu nous livres abruptement ton comportement d'un lion blessé, ta fougue et ta colère n'obéissent plus à la raison et cela nous le comprenons en tant que militants des droits de l'homme qui avons été nous-mêmes, en d'autres temps, internés à l'issue des Congrès de l'U.I.D.H. et cela même avec des délégués partenaires de l'U.I.D.H., parmi lesquels des délégués de la F.I.D.H., nos honorables partenaires statutaires invités.

Tu as la chance de n'être pas Camerounais, tu serais mort et ton corps disparu à jamais sans que ta famille en sache quelque chose. Lis nos communiqués sur la situation politique au Cameroun, surtout quand nous parlons du génocide Bamiléké, Bassa, entres autres, sous les gouvernements des tortionnaires MBida, Ahidjo et aujourd'hui le criminel Paul Biya qui se succède à lui-même pour son 6^{ème} mandat du système

criminel sanguinaire qui endeuille les populations camerounaises toujours affamées et marginalisées (« Mémoire d'Afrique » : <http://africa.smol.org>).

Heureusement, tu as encore le temps, en tant que survivant, de sauver ta tête si tu veux devenir le témoin de l'Histoire, mais pas en fuyant l'action, mais tout en étant triplement derrière le peuple, au milieu du peuple et devant le peuple pour défendre la patrie en danger, en étant comme l'a dit Napoléon pendant la guerre d'Austerlitz à tous les soldats « **d'être des baïonnettes intelligentes...** ».

Pour l'instant, je te demande de te rendre au siège de la ligue Nigérienne des droits de l'homme ou à l'association Nigérienne des droits de l'homme pour te faire encadrer, suivant en cela l'exemple des Camerounais que je suis venu assister et recommander à l'époque où ils étaient menacés à ces associations sœurs. (Voir mon ami le Professeur KHALID IKHIRI, Président de l'association nigérienne de défense des Droits de l'Homme, vice-président de l'Afrique de l'Ouest II et membre fondateur de l'U.I.D.H).

Au sujet de ce que tu dis sur ton site Internet concernant la santé de l'honorable et respectable Président du Faso nous paraît très grave et à la limite inacceptable pour ta propre gouverne ; même les médecins n'ont pas le droit de communiquer le nom de la maladie de leur patient, à plus forte raison un journaliste dont le monde entier lit les écrits et les informations. Je te parle en ma qualité d'ancien Professeur fondateur des premières écoles de formation de journalisme en Afrique (Guinée, Algérie, etc...) et ai collaboré aux grands journaux de la place de l'époque, notamment « **Alger Républicain** » dont le fondateur était notre célèbre ami, Henri ALEC, et le journal « **Le Peuple** », ainsi que le grand journal « **Révolution Africaine** » dont Madame Frantz Fanon faisait partie de l'équipe de rédaction et de direction.

En attendant que tu nous communique la suite des événements, nous espérons que ces quelques lignes amélioreront ta réflexion dans la situation qui te préoccupe. Merci de nous en tenir informé. Cette lettre sera mise sur notre site internet car tout ce que nous faisons pour la défense des droits de l'homme en Afrique et dans le monde doit être partagé par les autres intervenants, membres des associations humanitaires et les avocats défenseurs des droits de l'homme ; c'est pour cela que ce conseil que nous te donnons sera mis sur notre site internet : « **Mémoire d'Afrique** » : <http://africa.smol.org>.

Bon courage et tiens nous au courant.

Professeur Kapet de BANA, membre fondateur de l'U.I.D.H.,
Coordinateur du conseil mondial de la diaspora Panafricaine,
Ancien membre de la délégation Camerounaise à l'assemblée générale
des Nations Unies, session spéciale consacrée à la
réunification et l'indépendance du Cameroun, Avril 1961.
Concepteur de la première grande encyclopédie politique, économique, sociale
et culturelle de l'Afrique contemporaine en 240 volumes, en chantier.

P.S. Merci d'envoyer cette lettre à nos frères et amis, partenaires et correspondants : Monsieur Alioune TINE, Président de la RADDHO au Sénégal, Maître Boukounta Diallo, ancien président de l'O.N.D.H. du Sénégal, Maître Sidiki KABA, idem, ancien président de la F.I.D.H., Avocat à la Cour de Justice de Dakar et nos sœurs avocates et magistrats, Maître DOE, Procureur de la République du Sénégal et Maître Mme Fatimata MBAYE, présidente de l'A.M.D.H. de Mauritanie, Maître Souhayr BELHASSEN, présidente de la F.I.D.H. et avocate à la Cour de Tunis, que je salue et embrasse fraternellement.

COORDINATION INTERNATIONALE PERMANENTE – DELEGATION en FRANCE
85, boulevard Saint – Michel - 75005 – PARIS - tél/fax : (+33) 143.258.050.
« Mémoire d'Afrique » : <http://africa.smol.org> Chargé de mission : Victor TOKAM : tokamkaptu@orange.fr
Correspondance nationale :
- Fondation panafricaine des devanciers, héros et martyrs : Douala- Tel : 77 67 50 46/ 99 20 09 06 – acrpac@yahoo.fr
- Observatoire des Droits de l'Homme: Yaoundé – Cameroun tél. : +237. 976.00.56 –
- Courriel : hrm_odh@yahoo.fr Site : www.odh.cmonsite.fr
- OS-CIVILE – Organe de la Société Civile - BP. 3 Kousséri. Cameroun
Tél. (00237) 675 06 77/602 94 07 - Cameroun. : os_civile@yahoo.fr
- Correspondance à Genève : Association Maison de l'Afrique à Genève (MAGE) :
19, rue du Perron - 1204 Genève – Suisse tel : +41 22 311 26 30 +41 70 633 38 33 – mail : info@maison-afrique-geneve.org
Secrétariat permanent international : Anne Marie POTTIER : africa@smol.org

POUR LARGE SOUTIEN

LETTRE de Monsieur Ibrahima MAIGA, directeur de publication du bimensuel burkinabé « SAHEL INFO », le 25 septembre 2011.

Je me nomme Ibrahima MAIGA, je suis directeur de publication du bimensuel burkinabé « sahel info » et originaire de Falagountou (Nord du Burkina).

L'Etat du Burkina Faso a attribué nos terres coutumières à la commune voisine. Notre sol regorge d'or. Nous sommes au niveau national très peu représentés. Aussi je m'insurge contre cet état de fait que je ne cesse de contester. Sans relâche je dénoncerai cet acte d'expropriation.

J'ai expulsé le ministre des mines de l'époque lors d'une visite dans ma cour familiale, il est le principal auteur de cette violation des droits des peuples autochtones que nous représentons.

L'Etat Burkinabé a choisi une société Canadienne pour exploité l'or de notre terroir. Tous les bénéfices vont à la commune voisine (45 km Gorom-Gorom). Nous avons remarqué et dénoncé à plusieurs occasions les dérives des miniers sous le regard complice des autorités publiques qui abusent de l'ignorance de nos populations.

L'unique route départementale qui relie mon village au reste du Burkina a été dégradée et abandonné par les miniers au bénéfice d'un nouvel axe ne passant pas, par chez nous.

Notre jeunesse est prise en otage, elle affronte le chômage, seuls les pistonnés peuvent espérer du travail. Notre terroir, une localité sans avenir, un peuple livré à lui-même, un peuple oublié, un peuple laissé sur le bord de la route de l'état, du progrès et de l'avenir...

Mes investigations m'ont values une détention arbitraire à la gendarmerie de Falagountou, le 1^{er} Aout 2009.

Mon journal dénonce des faits de corruption et d'abus en tout genre, ce qui nous vaut des intimidations en tout genre.

L'ex-ministre des mines.- Dans 3 mois « Sahel info » fermera !

Intimidation au niveau de haut responsables de la sécurité : les reproches que je fais au pouvoir à travers mon journal et mes groupes de discussions que j'anime sur internet en faveur d'une alternance dans mon pays.

Suite à un article de « Sahel info » où je mets en cause des militaires pour un vol de porcs dans la ville de Dori à 275 km de Ouagadougou, le chef de corps de leur régiment d'infanterie a porté plainte contre le journal.

Nous avons mille et une raison de croire que nous sommes en danger en connaissant l'indiscipline de notre armée et en raison des exemples récents d'actions déshonorantes dont elle fut l'auteur.

Je refuse d'admettre que l'armée se remettra à une quelconque décision de justice qui ne serait en sa faveur.

Les mutineries nées dans notre pays résultent du refus de respecter une décision de justice par cette même armée.

Nous sommes continuellement pris pour cible, lors d'une mutinerie dans la ville de Dori l'armée a confisqué l'ordinateur de travail d'un de mes journalistes et cela d'une façon barbare.

Je reste convaincu que toute cette procédure est un montage dans le seul but de m'éliminer ainsi que mon journal.

J'en appelle à toutes et à tous et vous prie de vérifier mes propos avec soin sans tomber dans les pièges de la désinformation dont excelle le système burkinabé.

Ibrahima Maiga, Directeur de publication
du bimensuel « Sahel info ».